

## COMMUNE DE HAUTEFORT

### ROUTE BARREE

Monsieur le Maire de la Commune de HAUTEFORT,

*VU* la loi n°82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982,

*Vu* le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

*Vu* le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28

*VU* la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

*VU* l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment l'arrêté du 06 novembre 1992 approuvant les nouvelles dispositions du Livre 1 - quatrième partie : signalisation de prescription et Huitième partie : signalisation temporaire,

*VU* le Code de la Route,

*VU* le Code Général des Collectivités Territoriales,

*VU* la demande formulée le 14 avril 2023 par **Mme PINÇONNET Marielle, Représentante de l'association « Les P'tits Troubadours »**,

**Considérant** que pour permettre à l'association d'organiser une course et marche autour de l'étang du Coucou, il est nécessaire de barrer la route au niveau de l'entrée de l'étang, Route des Bois Lauriers, afin d'en interdire l'accès pendant toute la durée de la course soit de 8h00 à 16h00 le dimanche 7 mai 2023.

**Sur** proposition de Monsieur le Maire de Hautefort-Saint Agnan,

### ARRETE :

**ARTICLE 1 :** le 07 mai 2023, DE 8h00 à 16h00, la circulation sera interdite autour de l'étang du Coucou, Chemin du Thévenot, durant tout le déroulement de la course/marche RUN COLOR.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié et affiché au niveau de l'entrée de l'étang sur la route des Bois Lauriers.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Saint-Agnan,  
Monsieur le Maire de Hautefort,  
Madame POINÇONNET Marielle

**sont destinataires d'une ampliation pour information et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

**Fait à Hautefort, le 20 avril 2023**

**Le Maire,**

**Jean-Louis PUJOLS**

